

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/W/158

18 mai 2001

(01-2555)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION (ISO) EN RELATION AVEC LE DEUXIÈME EXAMEN TRIENNAL DE L'ACCORD OTC

Communication de l'ISO

I. GÉNÉRALITÉS

1. Le présent rapport a pour objet de donner des renseignements sur les procédures et les activités de l'ISO en relation avec les résultats du deuxième examen triennal du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce, dans le cadre de ses responsabilités en matière de normalisation internationale. Comme cela est souligné dans la section II ci-dessous, l'ISO est un organisme de normalisation international fonctionnant avec des procédures ouvertes, impartiales et transparentes qui permettent à ses membres de parvenir à un consensus. L'ISO et ses comités membres reconnaissent et mettent en œuvre les principes devant régir l'élaboration de normes internationales, ainsi que les guides dont il est question dans le deuxième examen triennal (G/TBT/9, annexe 4).

2. Le statut d'observateur dont jouit l'ISO auprès du Comité des obstacles techniques au commerce permet à son représentant de tenir le Comité régulièrement informé des activités de l'ISO et de répondre à des questions. L'observateur de l'ISO continuera de prendre note des problèmes que les membres pourraient rencontrer dans la mise en œuvre des normes internationales élaborées par l'ISO, afin d'adopter des mesures correctives le cas échéant. Il fera également rapport au Comité pour l'évaluation de la conformité (ISO/CASCO) sur les problèmes mis en évidence par les Membres de l'OMC concernant l'application des Guides CASCO et des normes internationales.

3. L'ISO accorde une attention particulière aux besoins de ses pays en développement membres; la section III donne une vue d'ensemble des programmes de l'ISO conçus pour faciliter leur participation au processus d'élaboration des normes. L'ISO est une fédération mondiale d'organismes nationaux de normalisation dotée d'une large représentation géographique, puisqu'elle compte des membres dans 30 pays d'Afrique, 27 dans la région des Amériques et des Caraïbes, 36 en Asie, 42 en Europe et trois en Océanie.

II. PRINCIPES DEVANT RÉGIR L'ÉLABORATION DE NORMES ET DE GUIDES INTERNATIONAUX MIS EN ŒUVRE AU SEIN DE L'ISO

4. La présente section indique de quelle manière les Principes devant régir l'élaboration de normes et de guides internationaux sont mis en œuvre au sein de l'ISO, conformément aux dispositions de l'annexe 4 du document G/TBT/9.

A. TRANSPARENCE

5. Le programme des travaux techniques de l'ISO, qui contient des propositions de normes, de guides et d'autres produits, est publié deux fois l'an (en janvier et juillet) et est rendu public. Il peut

être consulté dans le Catalogue ISO sur le site Web de l'Organisation, www.iso.ch. Des avant-projets successifs peuvent être obtenus en anglais auprès des membres de l'ISO et du Secrétariat central de l'ISO à Genève et un grand nombre (plus de 60 pour cent) sont disponibles en anglais et en français.

6. Les comités membres de l'ISO informent le public par leurs propres canaux, dans leurs pays respectifs, à chaque étape essentielle de la préparation d'une norme, à savoir: i) lorsqu'un nouveau projet est soumis pour approbation aux comités membres; ii) quand les avant-projets des experts techniques sont soumis pour observations/approbation; iii) quand les projets de normes internationales sont soumis à une consultation technique de cinq mois des comités membres de l'ISO; et iv) sur la vérification finale de l'existence d'un consensus autour de la version finale du texte, qui dure deux mois. La publication se fait dans les deux mois à compter de la clôture de cette phase finale de consultation, qui sert à vérifier l'existence d'un consensus.

B. OUVERTURE

7. Selon l'article 3 des statuts de l'ISO, les comités membres de l'ISO sont les organismes nationaux de normalisation les plus représentatifs de la normalisation dans leurs pays respectifs qui ont été admis dans l'Organisation conformément au règlement. Les organismes nationaux intéressés par la normalisation dans les pays dépourvus d'organisme national de normalisation peuvent être inscrits soit comme membre correspondant soit comme membre abonné n'ayant que des droits limités. Un seul organisme par pays peut être admis en qualité de membre.

8. Tous les comités membres ont le droit de participer activement aux travaux de chacun des quelque 200 comités techniques et de leurs quelque 600 sous-comités préparant des normes dans des domaines techniques précis. Ils sont invités à choisir les comités qui présentent un intérêt pour leur économie, à quels comités ils veulent participer et à quel niveau. En choisissant de participer activement, les comités membres s'engagent à contribuer aux travaux techniques, soit en assistant aux réunions soit par correspondance. Cependant, ils peuvent aussi choisir d'être observateurs, ce qui leur permet de recevoir les documents des comités, leur donne le droit de présenter des observations et d'assister à des réunions sans s'engager. Un comité membre peut ne choisir ni de participer activement à un comité donné ni d'y assister en tant qu'observateur, auquel cas il ne jouit pas des droits et obligations précités en ce qui concerne les travaux de ce comité. Cependant, tous les comités membres, quel que soit leur statut au sein d'un comité technique, ont le droit de vote concernant les projets à l'enquête et les projets finaux de Norme internationale au cours de la phase de vérification de l'existence d'un consensus. Les comités membres peuvent décider à tout moment de changer leur degré de participation.

9. Les membres correspondants sont autorisés à observer les travaux des comités techniques et à faire des observations sur les projets successifs. Ils jouissent du même statut au sein des comités techniques que les comités membres qui ont choisi d'être observateurs. Une fois que leur infrastructure le leur permet, les membres correspondants demandent souvent à devenir membres à part entière. Les pays aux économies très limitées optent pour le statut de membre abonné si leur infrastructure ne leur permet pas de participer aux travaux techniques et d'élaboration de politiques. Une fois que leur infrastructure le leur permet, ils peuvent demander à devenir membres correspondants.

C. IMPARTIALITÉ ET CONSENSUS

10. Selon les Procédures pour les travaux techniques des Directives de l'ISO/CEI, tous les comités membres de l'ISO ont les mêmes chances de contribuer à la préparation d'une norme internationale et des dispositifs permettent de vérifier que chaque observation est examinée d'après son bien-fondé. Les comités membres ont le droit de faire appel des décisions des sous-comités, des comités et du Bureau de gestion technique. Les prescriptions énoncées à l'annexe 4 du

document G/TBT/9 font partie intégrante des Procédures pour les travaux techniques des Directives de l'ISO/CEI.

D. EFFICACITÉ ET PERTINENCE

11. Le plan stratégique de l'ISO reconnaît la nécessité de fournir un effort continu pour améliorer la pertinence de l'ISO par rapport aux marchés grâce à une meilleure compréhension des besoins du marché, au renforcement de la participation des entreprises, à une représentation plus efficace des consommateurs et des autres forces sociales ainsi qu'au renforcement de la gestion du programme technique. Un programme a été mis au point pour des secteurs précis afin d'établir une meilleure interaction entre les dirigeants de l'industrie et les délégués qui participent habituellement au processus de normalisation. Des conférences spécifiques sont organisées avec des personnalités du milieu des affaires, des organisations intergouvernementales et des représentants de divers intérêts de la société. En outre, tous les comités techniques qui préparent des normes internationales dans quelque 200 domaines techniques ont reçu pour instruction de préparer un plan d'entreprise structuré ouvert à la consultation et aux observations sur le site Web de l'ISO.

12. Les directives justifiant les propositions pour l'établissement de normes figurent dans les Procédures pour les travaux techniques des Directives de l'ISO/CEI. Ces dernières précisent aussi que chaque norme ISO doit être réexaminée au moins une fois tous les cinq ans par le comité technique responsable de son élaboration. Leur confirmation, révision ou annulation est décidée par un vote à la majorité. Un réexamen peut aussi être engagé à la demande du Secrétaire général de l'ISO ou d'un comité membre. Exceptionnellement, il peut arriver que des normes obsolètes ou inefficaces ne soient ni annulées ni révisées par manque d'intérêt. Si les Membres de l'OMC mettent le doigt sur de telles normes, des mesures correctives seront immédiatement prises par le Bureau de gestion technique de l'ISO, qui supervise les travaux techniques (13 000 normes en vigueur et 5 000 projets).

E. COHÉRENCE

13. Le Bureau de gestion technique de l'ISO est chargé d'assurer la cohérence de l'ensemble des normes ISO, ce qu'il parvient à faire grâce à une répartition rigoureuse du travail entre les comités techniques qui préparent des normes dans les divers domaines techniques. Des domaines d'application très précis, publiés dans le Mémento de l'ISO, évitent les chevauchements. Les problèmes d'interface résiduels entre les travaux de certains comités sont arbitrés par le Bureau de gestion technique.

14. Des accords officiels avec la CEI, l'UIT et la CEE-ONU précisent les rôles respectifs des organismes de normalisation. Des accords plus précis ont été conclus avec des organismes de normalisation internationaux spécialisés, comme le Codex Alimentarius, la Commission internationale de l'éclairage, l'Institut international de la soudure, l'International Dairy Association, etc. Des accords ont également été conclus avec des organisations régionales, soit pour éviter de faire du travail en double, soit pour garantir la cohérence depuis le début entre les normes régionales et les normes internationales.

F. DIMENSION DÉVELOPPEMENT

15. La participation effective des pays en développement au processus d'élaboration des normes ISO est une préoccupation constante et la section III ci-dessous informe sur la manière dont l'ISO y répond.

G. DÉLÉGATION DES TRAVAUX DE NORMALISATION AUX ORGANISMES RÉGIONAUX

16. Aux termes de l'Accord de coopération technique entre l'ISO et le Comité européen de normalisation (CEN) (Accord de Vienne), l'élaboration de normes particulières peut être déléguée par un comité technique de l'ISO à son homologue du CEN et le projet de norme européenne être ensuite publié en parallèle dans les deux organisations au stade de l'enquête technique et de l'approbation officielle. Il convient de souligner que la décision de déléguer des travaux au CEN est prise par le comité de l'ISO, qui s'assure que les principes ci-dessus sont respectés au cours du déroulement des travaux effectués pour l'ISO sous la direction du CEN.

17. Des accords de traitement parallèle, qui préservent les droits des comités membres, ont également été conclus avec plusieurs organismes à activité normative d'Amérique du Nord.

III. PROGRAMMES CONÇUS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES

A. LE COMITÉ DE L'ISO POUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT (ISO/DEVCO)

18. L'ISO/DEVCO a été créé en 1961. Il est ouvert à tous les comités membres de l'ISO qui participent activement ou ont le statut d'observateur et à tous les membres correspondants et membres observateurs de l'ISO. Il a pour objectifs:

- d'identifier les besoins et les exigences des pays en développement en matière de normalisation et d'activités connexes et de les aider à définir leurs besoins et leurs exigences;
- de recommander des mesures permettant d'aider les pays en développement à répondre à leurs besoins et à leurs exigences;
- d'offrir un forum permettant à tous les membres de l'ISO d'échanger leurs expériences (la dernière Journée d'étude, intitulée "Faciliter la reconnaissance des activités d'évaluation de la conformité au XXI^e siècle", s'est tenue en septembre 2000 en partenariat avec l'ISO/CASCO à Milan);
- de publier et de mettre à jour régulièrement des manuels pour le développement (dix manuels publiés).

19. Début 2001, 101 membres de l'ISO (aussi bien de pays développés que de pays en développement) ont participé aux travaux de l'ISO/DEVCO (71 en tant que participants actifs et 30 en qualité d'observateurs). Les services de l'ISO/DEVCO s'adressent aux pays en développement membres de l'ISO (100 membres).

B. LE PROGRAMME DE L'ISO POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (DEVPRO) DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

20. Pour offrir les services nécessaires mis en lumière par l'ISO/DEVCO, le Secrétariat central de l'ISO soutient en partie un Programme pour les pays en développement approuvé par l'ISO/DEVCO et entériné par le Conseil de l'ISO. Le programme triennal 2001-2003, entériné par le Conseil de l'ISO en décembre 2000, comporte les éléments ci-après:

- identification des besoins en normalisation dans les pays en développement;
- préparation et publication de manuels pour le développement consacrés à des sujets liés à la normalisation dans les pays en développement;
- formation, sous forme de séminaires tenus dans des pays en développement et industrialisés, de bourses et d'assistance à la création d'accords de formation dans le cadre d'accords bilatéraux et multilatéraux;
- formation de techniciens administratifs pour les secrétariats des comités techniques de l'ISO;
- parrainage de la participation à des réunions des comités de normalisation de l'ISO;
- aide à l'élaboration de normes internationales nécessaires aux pays en développement;
- assistance en matière de systèmes de documentation et d'information, dont l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans le domaine de la normalisation;
- aide à la promotion des normes.

21. En 2000, 24 séminaires de formation régionaux ont été organisés, dont deux en coopération directe avec l'OMC sur les questions liées à l'Accord OTC qui mettaient spécialement l'accent sur l'évaluation de la conformité et son rôle dans le commerce mondial. Les autres questions abordées ont été les normes génériques de management de la qualité et de management environnemental, le renforcement des capacités en matière de normalisation et d'évaluation de la conformité, ainsi que la mise à niveau des laboratoires d'analyses. L'annexe 1 montre la répartition des séminaires de formation sur trois ans par région et l'annexe 2 par sujet. De nombreux séminaires de "formation des formateurs" sont organisés dans les différentes régions et se sont avérés aptes à toucher un large auditoire dans les pays en développement. La priorité est spécialement accordée aux pays les moins avancés pour leur permettre d'assister à ces séminaires de formation.

C. PARTICIPATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT AUX TRAVAUX TECHNIQUES DE L'ISO

22. Alors que la participation des pays en développement à la conduite de l'ISO et aux comités chargés de l'élaboration d'orientations politiques peut être jugée satisfaisante, leur participation aux travaux techniques ne l'est pas. Plusieurs initiatives ont donc été prises pour remédier à cette situation.

a) Le Forum SGM: initiatives de normalisation dans le marché mondial

23. Le Forum SGM a été créé en 1999 à l'initiative du Président de l'ISO pour créer un partenariat visant à renforcer la coopération entre un groupe d'organisations internationales représentant trois grands groupes: les organisations d'entreprises (c'est-à-dire le secteur privé), une sélection d'institutions des Nations Unies représentant le secteur public et les principaux organismes de normalisation internationaux. Le Forum rassemble cinq institutions des Nations Unies: l'OMPI, l'UNIDO, le CCI, la CNUCED et la CEE-ONU; trois organisations d'entreprises: la Chambre de commerce internationale (CCI), l'Industry Cooperation on Standards and Conformity Assessment (ICSCA), la Fédération internationale des associations pour la pratique des normes (IFAN) et les trois organisations faîtières en matière de normalisation internationale (ISO, CEI et UIT). Le Secrétariat de l'OMC est invité comme observateur aux réunions du Forum SGM. L'ISO a fait un appel à propositions intéressantes de la part de ses membres qui pourraient être financées et mises en œuvre

avec l'aide des partenaires du Forum SGM. Des liens ont été établis avec la Banque mondiale et la Banque interaméricaine. Des programmes concrets sont en cours d'élaboration à l'intention des pays en développement de la Méditerranée et de la Corne de l'Afrique (voir le prochain paragraphe). Une initiative importante prise par le Forum est un site web contenant une base de données électronique de projets d'assistance technique en matière de normalisation et de sujets connexes pour renforcer la coordination des programmes. Cette initiative a été bien accueillie et 32 institutions, dont certains organismes de normalisation nationaux, y participent.

- b) Projet DEVPRO/CNUCED pour connecter les membres originaires de pays en développement à Internet

24. Le Projet interorganismes MÉDITERRANÉE 2000, mis en œuvre par le Programme de l'ISO pour les pays en développement (DEVPRO) sous les auspices de la CNUCED et en collaboration avec l'OIT, le CCI et l'OMPI, fait partie d'un programme visant à stimuler la croissance et la compétitivité des petites et moyennes entreprises des pays en développement du Bassin méditerranéen et de la Corne de l'Afrique. La contribution de l'ISO consiste à fournir une assistance pour moderniser les services d'information sur les normes des organismes de normalisation nationaux, à s'assurer de leurs capacités de communication et à leur permettre de participer en temps réel au processus de normalisation international ainsi qu'à fournir de meilleurs services au secteur privé national. Des projets pilotes sont en cours pour promouvoir l'utilisation des technologies de l'information. En synergie avec l'ensemble des institutions qui y participent, on trouvera un éventail complet de services aux PME.

- c) Participation des pays en développement aux comités techniques de l'ISO qui élaborent les normes internationales

25. La nécessité d'une participation accrue des pays en développement à l'élaboration des normes par l'ISO a été reconnue par le Bureau de gestion technique, l'organe de direction de l'ISO chargé de la coordination, de la planification stratégique et de la programmation des travaux techniques menés à bien par les 750 comités techniques ou sous-comités. Il est reconnu que les conditions préalables d'une participation accrue sont le renforcement des capacités et l'apport de fonds permettant de participer physiquement aux réunions des comités. Lors de sa réunion de septembre 2000, le Bureau de gestion technique a décidé d'examiner les possibilités d'une participation plus immédiate des pays en développement aux travaux techniques de l'ISO et a mis sur pied un groupe de travail constitué du Bureau de gestion technique et des membres du DEVCO pour s'attaquer à ce problème sous le patronage d'ICONTEC, en Colombie. Ce groupe de travail est invité à formuler des recommandations à l'intention du Bureau de gestion technique pour faciliter la participation des pays en développement aux travaux techniques de l'ISO en proposant, par exemple, des dispositifs qui:

- accroîtraient la représentation des pays en développement dans les organes techniques de l'ISO;
 - accroîtraient le nombre de présidents et de secrétaires de comités techniques et de sous-comités de l'ISO ainsi que de responsables de groupes de travail originaires de pays en développement; et
 - permettraient des ententes jumelées entre comités membres de l'ISO dans les pays développés et en développement.
-